



Syndicat National **Force Ouvrière**  
des Finances Publiques  
Section du Calvados

**PERMANENCE :**  
7, bd Bertrand - 14034 Caen Cedex  
3<sup>ème</sup> étage - Porte 318  
[fo.ddfip14@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:fo.ddfip14@dgfip.finances.gouv.fr)  
**02.31.38.34.61**

*Première Organisation Syndicale dans le Calvados*

## Comité Technique Local du 9 avril 2019 : Liminaire

Monsieur le Président,

De nombreux collègues se mobilisent, encore et toujours pour défendre la plate-forme revendicative des syndicats de la DGFIP, mais également pour s'opposer au projet de loi de transformation de la fonction publique. En organisant la précarité, en privatisant ou en externalisant nos missions, en retirant les compétences de mobilité et d'avancement des CAP, en supprimant les CHSCT, le gouvernement veut casser le Statut par ordonnances et détruire les organisations syndicales en les intégrant à l'appareil d'État.

**FORCE OUVRIERE, organisation syndicale libre, indépendante et déterminée, ne s'y résoudra jamais.**

Les 9 organisations syndicales représentatives ont voté à l'unanimité CONTRE ce projet lors du Conseil Commun de la Fonction Publique du 15 mars 2019. Les deux années au pouvoir de ce gouvernement se résument pour les fonctionnaires par 2 ans de poursuite de gel du point d'indice, le retour du jour de carence, la hausse de la CSG non compensée de manière pérenne et des suppressions de postes massives.

L'irruption de ce projet de loi dans un calendrier marathon et sans dialogue social est insupportable.

À l'instar de nos camarades douaniers, d'autres fonctionnaires pourraient bientôt être tentés par un travail perlé ou zélé pour obtenir la reconnaissance que ce gouvernement leur refuse.

**Mais parlons de la DGFIP ! Le gouvernement avec l'aide de notre directeur général a décidé de la détruire.**

Nous ne pouvons à ce sujet faire l'impasse sur un message de soutien que nous adressons à nos collègues de la Haute Garonne, injustement traînés devant le tribunal administratif par notre ancien directeur, Monsieur Perrin.

En effet, le Directeur Général a trouvé utile d'inciter la Direction régionale d'Occitanie à assigner en référé au tribunal administratif de Toulouse 40 collègues ayant participé à des actions de grève avec blocage de sites ainsi que les 4 secrétaires des sections syndicales FO, Solidaires, CGT et CFDT. L'audience a eu lieu mercredi 3 avril et, le juge de référé a rendu le 4 avril une ordonnance indiquant qu'il n'y avait plus lieu de statuer, la situation de blocage ayant cessé.

Cette ordonnance démontre que la justice administrative a refusé de se faire instrumentaliser et constitue une forme de victoire pour les agents en cause et les organisations syndicales.

Pour autant, cet épisode en dit très long sur la volonté de la Direction Générale de faire plier toute résistance à ses réformes. Devant tant de mépris pour les agents nous pouvons affirmer aujourd'hui que nous sommes tous "Toulousains" !

La stratégie de destruction de la DGFIP consiste à s'appuyer sur un contexte purement économique, sans chercher à appréhender les missions ni à connaître les fonctionnaires qui les exercent.

C'est ainsi que des chiffres irréels et venimeux sortent de la bouche du ministre Darmanin quand il se vante de pouvoir supprimer 15 000 emplois dans les trésoreries sur le secteur dépense, plus 8000 emplois dans les SIP avec l'arrivée du PAS.

Sur quoi se base-t-il ? Sans aucun doute, sur l'objectif qui lui est assigné et en aucun cas sur la réalité de nos services. Les médias quant à eux, toujours prompts à dégommer les fonctionnaires nous donnent régulièrement la météo de la DGFIP en se délectant des nouvelles pistes pour la détruire.

Après le Contrôle Hiérarchisé de la Dépense et le Contrôle Allégé en Partenariat, les agences comptables et les effectifs en berne, la loi ESSOC1 (assortie de son "*droit à l'erreur*" et de son site *oups.gouv.fr*) vont achever de transformer la DGFIP en passoire où le contrôle, si possible exercé par un robot, deviendra l'exception. Nul doute que nos redevables le constateront bien vite, précédant lentement mais sûrement notre procès collectif en inutilité.

Fin du numéraire en 2020, administration "*full*" numérique en 2022, travail distant industrialisé sur des plateformes ou travail itinérant en bus des services publics, voilà l'avenir détestable qui nous est promis. Les agents seront tout juste bons à assurer la transition dans les agences comptables qui se substitueront aux trésoreries et après trois ans, ou 5 ans pour "les plus chanceux", l'Etat leur ouvrira la trappe vers l'inconnu. Quelle belle reconnaissance !

Gérald DARMANIN a effectué la semaine dernière une escapade de 3 jours dans le Limousin sur le thème des services publics en milieu rural. Durant sa tournée, il a prétendu, sans rire et face aux élus, augmenter la présence des services publics dans les territoires. Pour réaliser ce tour de force et réparer la fracture territoriale et numérique, Gérald DARMANIN, pilote du démantèlement accéléré de la DGFIP, préconise le zéro réseau.

Il a tenté de vendre sa vision de la DGFIP de demain à en mode VRP, à grand renfort de communication et d'affichages trompeurs pour séduire les élus, osant même dire que ses propositions sont faites pour une meilleure proximité des services des finances publiques avec 30% de contacts humains en plus via les permanences en mairie, les maisons de services au public ou carrément sur rendez vous chez le contribuable !!! Désormais, le gouvernement ne veut plus raisonner par département mais par "*bassin de vie*", et il souhaite "*sortir*" les administrations des villes préfectorales !

Quelques semaines plus tôt, vos homologues de la Vendée et de la Somme, par exemple, avaient annoncé leurs projets de cartographie pour 2022. Bizarrement leurs projets ne ressemblent en rien à la plaquette publicitaire Darmanin. Et ce n'est pas un euphémisme de dire que la maison brûle.

Les personnels de la DDFIP du Calvados l'ont bien compris, puisque plus de 46% d'entre eux ont cessé le travail le 14 mars. Tout le monde s'inquiète et les élus aussi : quelle "*géographie revisitée*" attend notre département ?

Vous avez indiqué lors de la visite impromptue de près de 150 agents le 14 mars au 4<sup>ème</sup> étage de la direction que *vo*tre projet n'était pas finalisé, que vous souhaitez négocier pour obtenir des améliorations et qu'en tous cas, le Calvados n'aurait pas droit au même sort que la Vendée et vous laisseriez des antennes un peu partout. Sans reprendre exactement vos paroles c'est le sens de ce que vous avez déclaré aux agents présents.

Force est de constater que le discours était bien formaté pour les directeurs locaux puisque cette même réponse a été donnée dans de nombreux départements. Ceux qui vous auraient cru ce jour là auront été très vite déçus.



Il faudrait en tous cas être naïf pour continuer de croire que le Calvados, ne serait pas traité, ou plutôt maltraité comme les autres départements où les projets ont été dévoilés. Les agents ne peuvent croire un instant que la destruction de la DGFIP s'appliquerait dans certains départements et pas dans d'autres. Tous les directeurs obéissent aux ordres de Bercy, vous tentez seulement de minimiser l'impact de la catastrophe qui s'annonce, espérant ainsi garantir la paix sociale et passer la réforme dans le calme.

Aujourd'hui, M. le Président, vos intentions doivent être suffisamment précises pour être présentées et nous vous demandons de jouer cartes sur table sans plus tarder.

**Car, plutôt que de bâtir un nouveau réseau, c'est bien un chantier de démolition qui se profile !**

**Une fois de plus, et au-delà des beaux discours, la technostructure n'entend rien ou ne veut pas entendre l'expression des citoyens qui se sentent abandonnés par l'État dans les territoires. Sur ce point, il est inacceptable que les personnels et leurs représentants ne soient pas informés, des projets de leur DDFiP dans un premier temps et ensuite des projets du DG. La présentation des projets permettrait d'intégrer les positions et non pas les propositions, des personnels et des organisations syndicales. À cet égard les agents de la DGFIP ne doivent en aucun cas rester de simples témoins de la destruction de leur administration. Nous ne sommes pas des sujets, mais des citoyens.**

**Peut-on vous laisser bouleverser nos conditions de travail, nos projets de vie, l'avenir de nos enfants, l'existence même du Service Public sans mot dire ?**

**NON !**

**À l'heure où nos gouvernants souhaitent faire de la France un gigantesque abattoir des services publics, chacun à notre niveau, nous devons lutter contre cet ultra-libéralisme qui veut encore et toujours vivre de l'exploitation du travail humain et de nos richesses naturelles.**

**Monsieur le Directeur nous n'irons pas à l'abattoir la tête baissée !**

**Les personnels de la DDFiP du Calvados restent et resteront mobilisés pour éviter la mise en oeuvre du démantèlement de leur administration !**

